

Timor oriental

Tara bandu, un nouveau contrat social



© Patrick Piro

À Poetete, les autorités ont très activement mobilisé la population pour qu'elle adopte le Tara bandu. ■

À Ermera, la grande province caféière, les liens au sein de la population ont été disloqués durant les quatre décennies de lutte de la jeune nation timoraise pour son indépendance. À l'initiative de la société civile, la restauration d'un ancien code social, à partir de 2006, a spectaculairement amélioré la vie en communauté dans deux provinces. Un modèle salué par le gouvernement.

Leo Soares est un peu le chouchou du Syndicat des agriculteurs de la province d'Ermera (l'Unaer). Intelligent et débrouillard, attachant et engagé, il est l'incarnation des victoires arrachées après les épreuves subies par

la population de Timor oriental pendant près de quarante ans. Sa famille est originaire de Maudiu, village très pauvre dont le nom vient du vocable très péjoratif utilisé par le colonisateur portugais pour désigner les paysans

incultes : des « bouseux ». « Grâce au Tara bandu, raconte Leo, mes parents ont pu mettre de l'argent de côté pour me payer des études. Aujourd'hui, j'ai un diplôme, un travail, et je peux vivre parmi les miens comme une bonne per-



sonne, pas comme un délinquant. Nous vivons mieux qu'avant. » Il s'occupe du potager-école installé sur un terrain que le syndicat occupe à la périphérie de Gleno, capitale de la province.

Ermera (voir la carte p. 6), c'est le jardin caféier de Timor oriental. Le café est l'un des principaux produits d'exportation du pays. Dans les vallons ombragés par les majestueux samtukus, les arbustes prospèrent et livrent une variété d'arabica de qualité. Au départ des Portugais, en 1975, les grandes plantations des colons sont délaissées alors

que l'Indonésie s'installe sur ce petit territoire pour vingt-quatre ans d'une occupation très dure. Durant l'occupation indonésienne (1975-1999), des villages, soupçonnés de soutenir la guérilla du Fretelin, sont passés au napalm. La population timoraise payera sa résistance par plus de 200 000 morts.

L'ESPRIT COLLECTIF AVAIT DISPARU

La province d'Ermera en ressort essorée. Vestiges délités d'une monoculture coloniale d'exportation, conflits fonciers (1), pauvreté, désorganisation complète du territoire... « Les gens sont retournés à la terre pour cultiver tant bien que mal en coupant et brûlant la végétation de façon chaotique », explique Jenito Santana, l'un des fondateurs de l'association KSI (2), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, basée à Dili, la capitale. « L'esprit collectif avait disparu. » De l'incivilité au crime, le chacun pour soi était érigé en conduite de survie. On laissait divaguer ses animaux, qui venaient brouter dans le potager du voisin, les sources étaient souillées, on abattait les arbres et les animaux sauvages dans un pillage sans conscience. Les canalisations étaient endommagées, les bâtiments publics (écoles, hôpitaux, services...) dégradés. À Ermera, le taux de criminalité était parmi les plus élevés de Timor oriental.

Mais les anciens se souviennent d'un code oral qui régulaient les relations entre la communauté et la nature et arbitrait les désaccords : le Tara bandu. « Les Portugais l'avaient banni, glisse Jenito Santana. Il était tombé en désuétude. » À partir de leurs souvenirs et à la suite d'une étude menée dans plusieurs provinces, KSI fait le pari d'élaborer une stratégie pour restaurer les liens sociaux dans les campagnes, en priorité à Ermera. L'expérience démarre en 2006 à Puni-lala, l'un des villages de la province. Après une longue concertation avec les habitants, son chef Amaro dos Santos, l'actuel président du syndicat Unaer, décide de conduire la revitalisation du Tara bandu. Le village de Betano suit, l'année suivante, dans la province proche de Manufahi. Les premiers résultats sont encourageants, mais une évidence s'impose : il faut élargir son périmètre d'intervention. C'est finalement un code modernisé à trois volets qui est lancé pour réguler les relations « personne-environnement » mais aussi « personne-animal » et surtout « personne-personne ».

En effet, Ermera est confrontée à un grave problème social. La coutume veut que l'on organise de grandes fêtes à l'occasion des mariages, naissances, décès, construction d'une maison. Mais ce code festif a pris dans la province un tour délirant : l'organisateur peut être amené à déboursier pour la parenté, les voisins et les notables locaux plusieurs milliers de dollars (3), en particulier pour les cérémonies de mariage ! Pas tant par volonté d'étaler sa générosité, que pour obéir à une pression sociale croissante, y compris au sein de sa propre famille. « Sinon, on vous "casse", on peut même venir vous chercher à la machette ! », rugit Maria Esmeralda, une vieille cueilleuse de café du village d'Humboe.

“Le Tara bandu revitalisé cohabite avec la Constitution moderne.”

À la faveur du délitement social, échappant au contrôle collectif, ce mécanisme a pris une dimension particulière à Ermera par l'effet de l'économie du café. « Les petits cultivateurs touchent tout le fruit de leur récolte au bout de la saison, c'est le moment des cérémonies », explique Vitor dos Santos, administrateur de la province. Diction local : ici, on est riche pendant trois mois et pauvre les neuf mois suivants. « Les mêmes qui ont déboursé sans compter viennent frapper à notre porte le lendemain pour toucher l'aide alimentaire ! » Les familles appauvries n'ont alors plus d'argent pour les frais d'éducation des enfants, au point de déscolariser une partie de la fratrie. Pire, les petits paysans mettent parfois en vente leurs lopins pour trouver l'argent. Ce qui fait sortir de ses gonds le calme Amaro dos Santos, président du syndicat Unaer. « Nous nous battons pour l'autonomie alimentaire des paysans, et nous voilà retombés à la case départ ! » Alors le Tara bandu moderne a ciblé en priorité le contrôle des « mauvaises

... dépenses », terme consacré pour désigner la gabegie festive. Pour empêcher la surenchère, un quota d'animaux abattus a été détaillé avec une minutie d'épicier pour chaque cérémonie. Pour une naissance par exemple : deux buffles, et pas un de plus. Jusqu'à cinq pour des funérailles.

UN CODE ISSU D'UN PROCESSUS DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

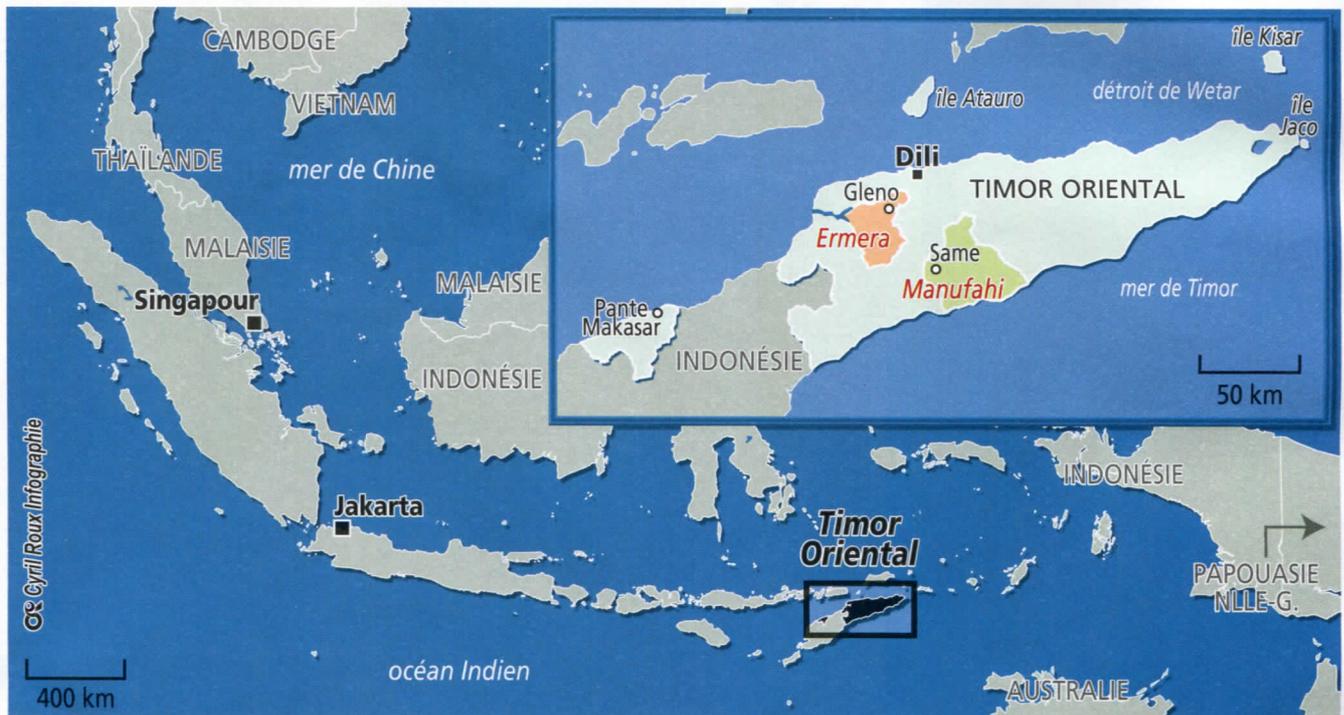
La route de Poetete grimpe en deux heures à travers les hauteurs boisées qui surplombent Gleno. Sur le bas-côté, une branche cassée pend à l'envers. C'est le signe des anciens pour signifier : « territoire régi par le Tara bandu ». Felisberto das Neves, chef du village très impliqué

dans le processus, a fait ériger sur la place principale un grand panneau avec les principaux points du nouveau code social (voir hors-texte p. 9).

« Chaque terme du code a été discuté collectivement avant approbation à l'échelle de la province toute entière », rapporte Felisberto das Neves. C'est l'un des aspects remarquables du retour du Tara bandu. « L'expérience d'implantation initiale, à Punilala, avait créé des tensions avec les communautés voisines avec lesquelles il y avait trop de contraste », relate Jenito Santana. Il a donc fallu convaincre les cinquante-deux chefs de villages de la province de rejoindre le collectif créé à l'échelle de tout le territoire, avant d'en débattre avec les habitants. Un vaste processus de

démocratie participative, où il était crucial d'obtenir l'unanimité.

Entièrement pilotée, dans sa première phase, par les organisations de la société civile – KSI, Hametin demokracia no igualdade (Affermir la démocratie dans l'égalité, HDI) et Unaer notamment –, l'opération n'aurait peut-être pas abouti sans l'appui de trois forces clés : l'administration de la province, la police et l'Église. Le 27 février 2012, lors d'une grande cérémonie volontairement très solennelle, l'ensemble des partenaires a signé à Hatmautei le Tara bandu, adoube comme le nouveau code social de la province par le plus large panel d'autorités. « Une clé pour la révolution culturelle », ose Daniel do Carmo, directeur de l'association HDI basée à Gleno.



CHRONOLOGIE

- **À partir du XVI^e siècle** : les Portugais colonisent l'est de l'île de Timor.
- **1974** : la révolution des Œillets au Portugal ouvre la voie à la décolonisation.
- **Novembre 1975** : le Fretilin (le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor) déclare l'indépendance.
- **Décembre 1975** : occupation indonésienne. Durant les 24 ans d'occupation, 1 habitant sur 4 (soit 200 000 personnes) sera tué par les forces spéciales indonésiennes.
- **30 août 1999** : après la chute du président indonésien Suharto, 78,5 % des Timorais se prononcent pour l'indépendance lors d'un référendum d'autodétermination organisé sous l'égide des Nations unies.

À la suite de ce scrutin, les milices et les forces de sécurité déclenchent une campagne de terreur. Une partie de la population est déplacée de force.

- **Septembre-octobre 1999** : le Conseil de sécurité de l'Onu décide l'envoi d'une force d'interposition et la mise en place d'une administration provisoire.
- **Fin octobre 1999** : retrait des troupes indonésiennes de Timor.
- **30 août 2001** : le Fretilin remporte 55 des 88 sièges de l'Assemblée constituante lors du premier scrutin démocratique sur ce territoire.
- **20 mai 2002** : proclamation de l'indépendance.

“L’Église, qui a mis tout son poids dans la balance, est reconnue comme une pièce maîtresse de l’adoption du code auprès d’une population très croyante.”

L’appréciation pourrait sembler emphatique si elle n’était corroborée par une litanie consensuelle de témoignages : de l’administration aux cultivateurs de café, de la police aux chefs de village, des ONG à l’Église catholique et jusqu’aux plus hautes autorités de l’État.

Au bout de six mois d’application du Tara bandu, le nombre de crimes recensés dans la province était déjà en recul d’un tiers. « C’est notable pour les violences domestiques ainsi que les conflits de terres et de propriétés », relève Raimundo de Araujo, second commandant de la Police nationale de Timor oriental d’Ermera (voir encadré « Une avancée pour les femmes »). Au commissariat de Poetete, le sergent-chef ouvre le registre de la main-courante : sur les deux derniers mois, quarante pages de brouilles. « La criminalité a chuté de manière drastique, il y a des journées où nous ne décollons pas de notre chaise ! »

L’Église, qui a mis tout son poids dans la balance, est reconnue comme une pièce maîtresse de l’adoption du code auprès d’une population très croyante. « On en parle en chaire ou dans la vie courante. Nous incitons les paroissiens à suivre les règles du Tara bandu », confirme Joseph Phuong. Ce prêtre vietnamien inaugure ce jour-là, devant une foule imposante, la nouvelle chapelle de Palimano, village proche de Gleno. Le père Lorenzo, l’un des grands artisans de cet engagement épiscopal, l’explique ainsi : « Toute tentative de développement des communautés échouera si le Tara bandu ne prend pas racine à Ermera. » En cas d’incartade, une famille peut même se voir refuser un certificat de baptême, la communion ou une célébration.

La satisfaction n’est pas feinte chez l’administrateur de la province. « Quand



© Photos Patrick Piro

Ermera est le jardin caféier de Timor oriental.

je visite les communes, je ne vois plus ces énormes cérémonies, et les processions d’animaux promis à l’abattoir ont disparu. » Autre avancée : l’habitat qui s’améliore. La « maison de feuille » a pratiquement disparu des hameaux. Bambou et branchages, matériaux des pauvres, sont remplacés par le ciment et le zinc. « On construit à nouveau en dur, on améliore son habitation », témoigne Maria Esmeralda, la vieille cueilleuse de café d’Humboe.

Et l’école ! Dans la province, on assiste au retour des élèves sur les bancs. Des classes « parfois saturées au point qu’ils ne peuvent pas tous s’asseoir », a constaté Pedro Fernandes, directeur

de KSI. Mais les jeunes ne craignent-ils pas un retour du passé dans cette réactivation d’un code ancestral ? À Gleno, devant le groupe scolaire Nino

“Au bout de six mois d’application du Tara bandu, le nombre de crimes recensés dans la province était déjà en recul d’un tiers.”

“D’ici 2020, on peut imaginer que les habitants auront une vie meilleure, et que la tradition sera débarrassée de ses mauvais côtés.”

Vitor dos Santos,
administrateur de
la province d’Ermera.



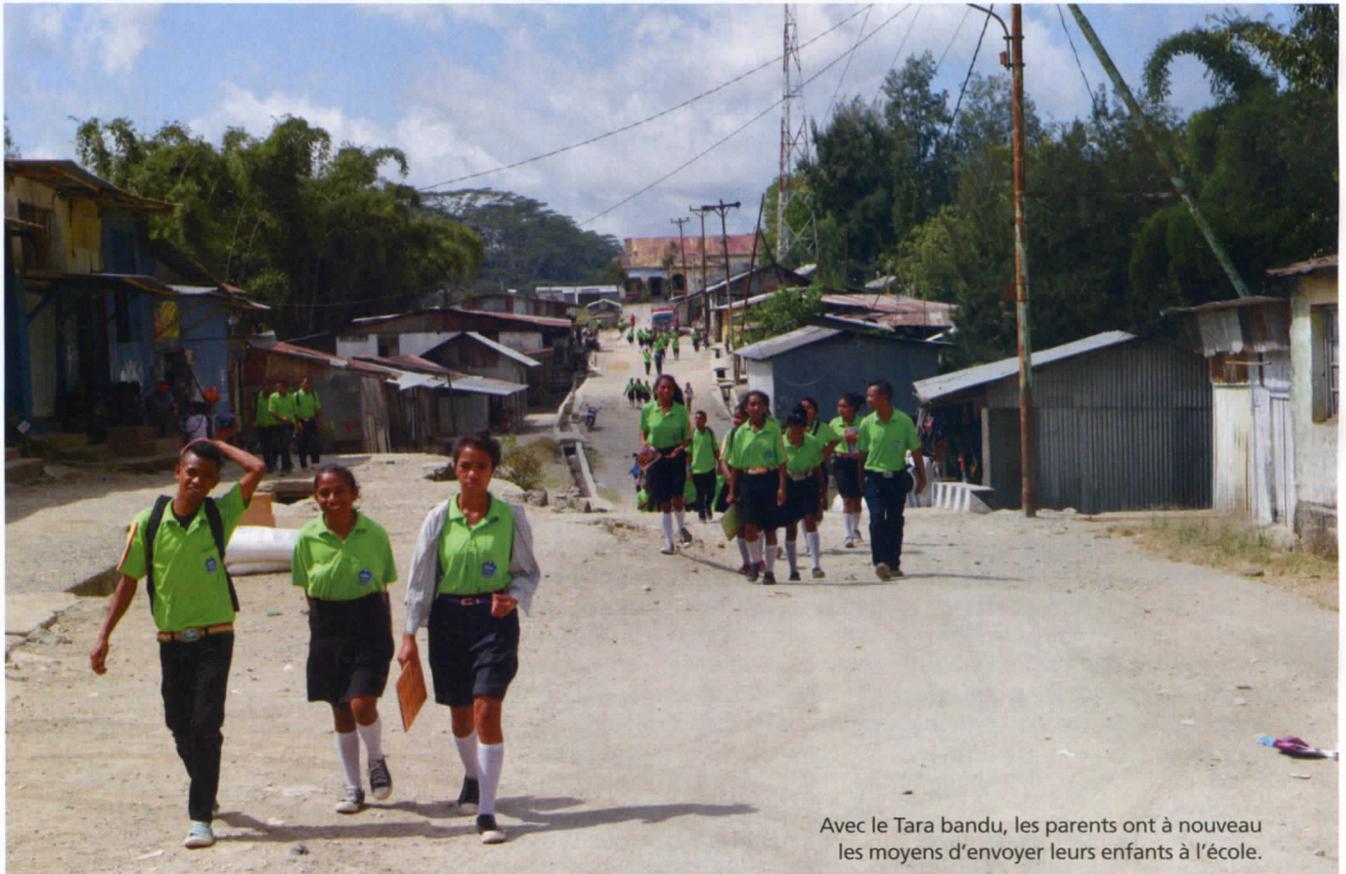
© Patrick Piro

... Conis Santana, les commentaires sont unanimes. « *La régression était plutôt dans la dévotion excessive aux cérémonies, pour lesquelles il fallait toujours dépenser plus !*, réplique Quintas dos Santos. *Nos parents n’avaient jamais d’argent pour nos dépenses scolaires, alors qu’ils déboursaient des centaines de dollars pour sacrifier des buffles.* »

Et l’interdiction des fêtes nocturnes ? « *Ça nous va bien !* », sourit Gina. Les garçons acquiescent. « *Ça prévient les conflits.* »

En quelques mois, la société locale a vécu une impressionnante inversion de la pression sociale : ce sont désormais les dépenses excessives ainsi que les autres violations du Tara bandu qui génèrent

des sanctions collectives. À Palimano, un cas a récemment été arbitré par les autorités coutumières : un villageois avait appelé les mauvais esprits sur la tête d’un voisin. Une affaire sérieuse car la victime est alors affligée d’un stigmate d’indignité au sein de sa communauté. Verdict : un buffle, 500 dollars et quatre packs de bière. « *Le fautif a accepté, ce*



© Patrick Piro

Avec le Tara bandu, les parents ont à nouveau les moyens d’envoyer leurs enfants à l’école.

QUELQUES-UNES DES RÈGLES DU TARA BANDU

Il est interdit de détruire des sources ou des ressources en eau, des forêts ou des animaux sauvages, de prélever du sable ou des roches dans les zones fragiles, de couper du bois à valeur commerciale sans autorisation administrative. Les dépenses pour les *barlaki* – tribut des cérémonies des mariages – sont limitées à 2 500 dollars.

Il faut aussi s'abstenir d'inaugurer de nouvelles sépultures, d'organiser une cérémonie traditionnelle, et même... de danser la nuit ! Objectif : éviter les beuveries et leurs dérives, en particulier les agressions sur les femmes.

qui vaut réparation pour la collectivité et levée du sort », commente Alberto de Oliveira, chef du village.

Il existe pourtant des résistances, reconnaît Pedro Fernandes de KSI, « mais elles sont minoritaires ».

LA RÉSISTANCE D'UNE PARTIE DE L'OLIGARCHIE

Et elles font apparaître comme une victoire de classe le renouveau du Tara bandu, l'une des grandes réussites de la société civile naissante de Timor oriental depuis l'indépendance. Car les villages qui rejettent le code sont souvent sous l'influence d'une notabilité locale qui tirait profit de la « tradition ». Comme

les propriétaires de grands cheptels qui ont vu leurs ventes chuter à Ermera. Ou ceux que l'on surnomme encore les « rois », descendants de familles gratifiées par les autorités portugaises, au temps de la colonisation, de charges administratives et de propriétés foncières. Certains d'entre eux revendiquent d'anciennes terres, et c'est l'Unaer, seul syndicat rural de Timor, qui doit faire face à ces réclamations. Au nombre des privilèges rémanents des « rois », le fait de faire payer leurs cérémonies traditionnelles par la communauté.

UN CODE RÉGULIÈREMENT RÉAJUSTÉ

KSI critique aussi une partie de l'élite intellectuelle de Dili, qui considère le Tara bandu comme une contestation coutumière de l'autorité de l'État. « Ils ne voient pas l'importance de ce qui s'y passe. Qu'ils viennent visiter ! Et puis nous sommes ouverts aux critiques et aux corrections. » Un comité où toutes les parties sont représentées examine périodiquement les demandes d'ajustement du code. Ainsi, le plafond du nombre d'animaux que l'on peut abattre pour un mariage a récemment été rehaussé. Par ailleurs, le Tara bandu est aussi très largement accepté parce qu'il s'est donné une date limite de validité : dès 2020, les cérémonies pourront à nouveau être librement fêtées, et l'on examinera alors la situation pour

décider de la suite. « D'ici là, on peut imaginer que les habitants auront une vie meilleure, et que la tradition sera débarrassée de ses mauvais côtés », espère Vitor dos Santos, administrateur de la province.

Les résultats spectaculaires enregistrés par Ermera commencent à être connus dans le pays, et Vitor reçoit des collègues administrateurs qui souhaitent reproduire le modèle chez eux. Les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture soutiennent la démarche. Les associations préparent un plan pour la province de Manufahi. Le 26 mai 2015, le Président de la République Taur Matan Ruak, en visite à Gleno, exprimait sa satisfaction ainsi qu'un soutien sans nuance au Tara bandu, insistant sur le regain de fréquentation des écoles, l'amélioration des conditions de vie des habitants et les perspectives de prospérité pour la province. « Avant, nos rêves étaient petits... », lâche le syndicaliste Amaro dos Santos.

De notre envoyé spécial, Patrick Piro.

(1) Après le départ des Indonésiens, faute de loi foncière, les conflits ont été très nombreux. Nombre de justificatifs de propriété foncière émis par les administrations portugaises ou indonésiennes ayant été détruits (ndlr).

(2) Kdadalak sulimutuk Institute qui signifie Les fleuves qui coulent ensemble.

(3) Le salaire mensuel minimum s'élève à 115 dollars.

Une avancée qui reste à consolider pour les femmes

L'implication de tous les acteurs est essentielle dans l'élaboration d'un Tara bandu, mais celle des femmes l'est d'autant plus qu'elles sont massivement victimes de violences domestiques (40 % des plaintes déposées à Timor oriental sont liées à ces violences). Pourtant, elles sont peu intégrées dans les différentes réunions ou dans les instances de jugement quand il y a violation du code. Maria Esposto, représentante des femmes dans le village de Poetete, est l'une des rares à être sur le devant de la scène dans une société timoraise très patriarcale (1). Elle perçoit tout le potentiel de ce code social pour les femmes. « Le processus a contribué à réduire la discrimination de genre. Aujourd'hui, je me sens libre de participer à n'importe quelle activité ou organisation, je m'implique dans des réunions décisionnelles. Quand nous visitons une communauté pour une réunion, je demande au chef de convoquer toutes les femmes. Je les incite sans relâche à se faire entendre : particulièrement quand cela concerne les enfants, le divorce, la violence domestique... Après tout, c'est l'article 17 de la Constitution : femmes et hommes ont les mêmes droits et obligations dans tous les domaines. »

P. P.

(1) À Ermera, un seul des cinquante-deux villages est dirigé par une femme.



Maria Esposto.

© Patrick Piro